



Etendre les mobilisations

Partout, factrices et facteurs subissent les réorganisations, toujours plus de sécables. La précarité se renforce. La Poste anticipe les suppressions d'emplois et de plus en plus de quartiers sont à découvert. Les résistances sont nombreuses jour après jour, bureau après bureau. Les mobilisations doivent s'étendre et les personnels doivent coordonner leurs actions. Ensemble, nous pouvons, nous devons forcer la direction du Courrier à changer de politique.

Des résistances nombreuses

Face à une situation de plus en plus insupportable, les refus de sécables, les refus d'heures supplémentaires, les grèves dans la durée se multiplient, *pas par mauvaise volonté ni par principe mais parce que trop, c'est trop.*

Les périodes et jours de sécables sont de plus en plus nombreux sans parler des sécables pour absence «inopinée» qui se prolongent. Dans nombre de bureaux, le nombre de jours de sécables est désormais largement supérieur au nombre de jours sans sécable.

A cela s'ajoutent les réorganisations. Les directions anticipent les suppressions d'emplois et reconnaissent que les factrices et facteurs vont faire des heures supplémentaires. Quand on sait comment ils calculent notre temps de travail, comment ils le sous-estiment en permanence, on voit ce que cela peut donner comme dépassements horaires !!!

Ce n'est pas un hasard si des bureaux qui ont peu bougé lors des dernières réorganisations se révoltent aujourd'hui.

Des pressions inacceptables

Les directeurs multiplient intimidations et menaces de sanctions.

Ils ne cessent de culpabiliser celles et ceux qui réclament le paiement de leurs dépassements horaires en heures supplémentaires sur le thème « tu ne sais pas

faire ton travail, tu es trop lent-e, tu traînes...» sous prétexte que les logiciels ont calculé à la baisse notre temps de travail.

Ils ne cessent d'intimider ou de sanctionner pour refus de sécables, surtout quand les collègues sont isolés. Mais de plus en plus souvent, ce sont des équipes entières ou des bureaux entiers qui refusent la sécable. Parce qu'il y en a assez !

Ils ne cessent d'intimider et de menacer de sanctions les grévistes, en inventant des règles du droit de grève dont ils savent pertinemment qu'elles n'existent pas ou en menaçant de prélever les jours d'après la grève, voire les jours d'avant ! La Poste dépense des sommes folles en huissiers pour interdire l'accès au bureau, décrire les moindres faits et gestes des grévistes et saisir la moindre occasion de sanctionner. La seule préoccupation de La Poste est de provoquer le découragement ou une exaspération qui pourrait pousser à la faute afin de permettre des sanctions.

Ensemble, on est plus forts

Face à des directions qui sont sourdes aux revendications des personnels, nous avons intérêt à nous serrer les coudes et à résister ensemble. Au quotidien, il faut combattre toutes les tentatives de nous diviser. Au-delà, il faut généraliser les mobilisations et les coordonner. La solidarité financière, la révolte et l'extension des mouvements sont à l'ordre du jour.

Ensemble, revendiquons :

- l'arrêt des sécables, notamment «inopinées» ou sur périodes faibles
- l'arrêt des réorganisations et des suppressions de quartier
- La transformation des CDD et des intérimaires en CDI
- Un plan d'embauches pour combler les vacances d'emplois

Facteur, métier pénible ! La Poste n'en tirera aucune conséquence

La direction va élaborer un «plan d'action contre la pénibilité au travail». Et elle reconnaît le métier de facteur comme un métier pénible. Pour les facteurs les plus anciens, la reconnaissance de la pénibilité passait par le droit au service actif, c'est-à-dire la possibilité de partir en retraite à 55 ans. Depuis, les salarié-es de droit privé et les fonctionnaires sur les grades de reclassification qui n'avaient pas les 15 ans de service actif n'ont pas ce droit.

Des décrets, suite à la réforme des retraites, obligent les entreprises en contrepartie du report de l'âge de la retraite à négocier un accord ou à établir un plan d'action sur la pénibilité. La Poste a décidé de faire a minima pour se conformer à la loi en élaborant un simple plan d'action.

La pénibilité du travail se réduit selon les termes des décrets du gouvernement et au port de charges lourdes et à certains postures pénibles. La Poste ne compte pas aller au-delà. Les mesures prises reste-

ront sans doute très limitées.

La sécabilité, pas question d'en discuter et pourtant, c'est aujourd'hui, un énorme facteur de pénibilité sur les distributions, que ce soit la sécabilité pour absence inopinée ou la sécabilité sur les périodes faibles.

L'excès de travail qui conduit à faire des dépassements horaires payés ou non en heures supplémentaires, pas question d'en discuter non plus comme facteur de pénibilité.

La pause-repas pour les tournées qui prennent fin en milieu d'après-midi, ce n'est pas non plus un facteur de pénibilité.

SUD revendique une année de bonification pour 7 ans de travail sur un métier pénible, l'octroi de congés supplémentaires pour les seniors et que les mesures TPAS puissent bénéficier à l'ensemble des personnels et ne résultent pas de la décision arbitraire de chaque DOTC.

Réorganisations : Demain, ce sera Géoroute

Depuis des années, la Direction Industrielle du Courrier a développé à grands frais des logiciels de découpage des tournées ACCORD et METHOD.

L'automne dernier, la direction a annoncé qu'elle allait acheter un nouveau logiciel Géoroute, déjà utilisé à l'étranger, par exemple, en Belgique. Dans ce pays, la mise en place de ce logiciel et ses conséquences en termes de suppressions d'emplois avaient suscité de nombreuses grèves.

Par ailleurs, la direction du Courrier a décidé de réduire le nombre des organisateurs Courrier de 40% d'ici 2015. Les organisateurs ne seront plus que des spécialistes des logiciels. Ils pourront augmenter telle ou telle cadence ou diminuer le temps pour telle opération, sans avoir idée des conséquences pour les personnels de la distribution.

Tout le travail de collecte des données : trafic, points de distribution et de remise, nouvelles constructions et points particuliers devront être fournis par les encadrants et facteurs qualité sans qu'ils connaissent la façon dont cela sera utilisé... L'accompagnement n'est plus obligatoire et va devenir exceptionnel...

Cette organisation était déjà largement en place, elle va devenir systématique. Les réorganisations se feront encore plus de façon purement théorique, sans aucun rapport avec la réalité ! Et pourtant le rapport à la réalité était déjà lointain.

Un smartphone pour tous les facteurs, un cadeau qui n'est pas gratuit

A grands renforts de com, la direction du Courrier annonce que tous les facteurs et factrices vont être équipés d'ici 2015 d'un smartphone professionnel.

A première vue, c'est un beau cadeau : 2h de communication, accès à l'internet, tout cela gratuitement.

Au niveau professionnel, la factrice ou le facteur aura accès aux procurations, aux réexpéditions, à l'itinéraire de la tournée à la documentation sur les produits Courrier, et pourra flasher les objets spéciaux, faire signer les clients sur l'écran. La reddition des comptes sera informatisée... Ce sera également le cas pour les commissions ou «Facteurs services +» (Bonjour facteur, relevé des compteurs à gaz...)

La direction envisage que d'autres services soient intégrées au smartphone mais n'en a pas idée pour le moment : bref, le smartphone à tout faire, sauf à distribuer le courrier.

Bien qu'elle s'en défende, la Poste compte bien en faire un outil de productivité pour le traitement des objets spéciaux. C'est à terme la disparition du travail des cabines.

D'autres dangers guettent : possibilité de pister le facteur, possibilité d'être rappelé de congés ou repos en cas de manque de personnel... Même si la direction sur ce point se veut aujourd'hui rassurante.

Le matériel est toujours en expérimentation. Mais la direction prévoit l'attribution du smartphone à 1000 factrices et facteurs au cours de l'année 2012.